

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Argentine-Mauricio-Macri-de-gouverneur-inculpe-a-president-acquitte-Indignation-de-l-association-juive-18J-des-victimes-juives-de-l-AMIA>

Argentine : Mauricio Macri, de gouverneur inculpé à président acquitté. Indignation de l'association juive 18J des victimes juives de l'AMIA

Date de mise en ligne : mercredi 10 décembre 2015

- Argentine - Justice - Droits de l'homme -

Description :

argentine, justice corrompue, AMIA, Burstein, Leonardo, Les plaignants ont déclaré qu'ils feront appel, Groupe juif 18J, jugement politique et non juridique

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Le non-lieu du président argentin, Mauricio Macri, dans une affaire pour écoutes illégales, où il était cité et devait comparaitre au procès, suscite aujourd'hui l'indignation chez les plaignants.

Le juge fédéral Sebastián Casanello a, ce mardi (29 décembre) rendu un non-lieu pour l'actuel Président argentin quant à sa mise en examen pour espionnage illicite, ce dont il était accusé depuis cinq ans. Selon l'acte d'accusation, Macri avait ordonné de surveiller son beau-frère Néstor Leonardo et Sergio Burstein, leader de l'association juive 18J.

Cette association 18J est composée des survivants, parents et amis des victimes de l'attentat contre l'association juive AMIA.

Les parties plaignantes ont annoncé qu'ils feront appel du jugement du magistrat Casanello.

En 2010, le juge fédéral Norberto Oyarbide avait considéré comme prouvé que Macri, à l'époque gouverneur de Ville Autonome de Buenos Aires, avait espionné les personnes précédemment nommées et l'avait mis en examen pour ces faits. Au cours de la même année, la Chambre Fédérale avait confirmé à l'unanimité la procédure.

Cependant, le juge Casanello qui a hérité du dossier prêt à être mis en jugement, a estimé qu'il n'y avait pas de preuves suffisantes contre celui qui est désormais Président et a annulé et clos l'enquête que le Juge Oyarbide avait menée.

Dans des déclarations à la presse, Burstein s'est manifesté contre ce non-lieu. « *Il y avait des preuves suffisantes pour que tout finisse en procès* », a-t-il affirmé.

Le leader du 18J soutient que « ce n'est pas un dossier fabriqué, il y a des preuves plus que suffisantes pour qu'il passe devant le juge. Il y a cinq ans il y avait des preuves évidentes qui justifiaient d'aller devant la justice. Maintenant, où sont-elles ? », s'est-il demandé.

« Cela serait hypocrite si je disais que cela me surprend. J'attendais le jour où ils allaient le faire », a expliqué le responsable du groupement 18J, qui a ajouté : « ce qu'allait être la résolution de Casanello était un secret de polichinelle et je n'ai pas été surpris, mais indigné oui ».

Dans ce sens, il a ajouté : « Je me sens idiot de soutenir de manière permanente que la vérité est dans la justice après tant de mensonge, tant de bassesse. De façon permanente on accorde la priorité au coupable et à non à la victime ».

Burstein a dit à Radio Continental qu'il analysera « très bien la suite à donner... C'est lutter contre des moulins à vent. Il y a cinq ans et demi, sept juges ont compris qu'il y avait des éléments suffisants pour l'accuser et maintenant non, ils nous laissent toujours avec les mains vides ».

« Avec cela je comprends qu'il y ait des citoyens de première et de seconde catégorie, et je suis un de seconde pour la Justice argentine », a-t-il dit, après avoir remarqué qu'ils n'ont pas été encore avertis de la décision.

Il va prendre contact avec ses avocats, mais a assuré qu'il regrette d'avoir perdu son temps, puisque « la justice n'est pas pour nous, elle est pour les autres. Ce n'est pas une décision juridique, elle est politique », a-t-il conclu.

[Prensa Latina](#). Buenos Aires, le 30 décembre 2015.

Traduit de l'espagnol pour [El Correo de la dióspora latinoamericana](#) par : Estelle et Carlos Debiasi

[El Correo de la diáspora latinoamericana](#). Paris, le 30 décembre 2015.

COMPLEMENT D'INFORMATION (esp)

- [Sergio Burstein luego del fallo que benefició al Presidente Macri](#) El dirigente de la agrupación 18-J de familiares de víctimas del atentado a la AMIA, uno de los objetivos de las escuchas ilegales, había reclamado que Macri fuera a juicio. Dijo que se siente « idiota » por haber confiado.
- [Macri puede disfrutar sus vacaciones tranquilo](#) En un fallo de 32 páginas, Casanello consideró que no hay pruebas directas que involucren a Macri con el aparato de espionaje legal montado desde la administración porteña. En cambio, dio a entender que podría haber tenido responsabilidad política.
- [También en la causa UCEP](#) En coincidencia con el fallo por las escuchas ilegales, ayer se conoció la decisión de la Cámara de Casación que rechazó un recurso de queja de la querrela, por lo que quedó firme el sobreseimiento que benefició al presidente Mauricio Macri en la causa que investiga el accionar de la tenebrosa UCEP. La Unidad de Control de Espacio Público (UCEP) fue un organismo creado en la administración porteña para mantener libres los espacios públicos, y que cometió al menos 17 casos de violencia con gente en situación de calle durante sus operativos. (...)

Post-scriptum :

[\[Contrat Creative Commons\]](#)

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas de Modification 3.0 Unported](#). Basée sur une oeuvre de www.elcorreo.eu.org.